



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



La protection du  
patrimoine culturel  
subaquatique

STAB 7

UCH/16/7.STAB/8

25 Mai 2016

Original: Anglais

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE  
ET LA CULTURE**

**CONVENTION SUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL SUBAQUATIQUE**

**SEPTIÈME RÉUNION DU CONSEIL CONSULTATIF SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE**

**10 mai 2016**

**Paris, Siège de l'UNESCO, Salle IV**

**10h – 18h**

**Compte rendu**

Ce document contient le compte rendu de la septième session du Conseil consultatif scientifique et technique (STAB) (Paris le 10 mai 2016).

La septième réunion du Conseil Consultatif Scientifique et Technique (ci-après dénommé « **le STAB** ») auprès de la Conférence des États parties à la Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique (ci-après dénommée « **la Convention** »), s'est tenue au Siège de l'UNESCO, à Paris, le **10 mai 2016**. Dix de ses 12 membres y ont participé, à savoir M. Auron Tare (Albanie), Mme Dolores Elkin (Argentine), M. Jasen Mesić (Croatie), Mme María Elena Barba Meinecke (Mexique), M. Ovidio Juan Ortega Pereyra (Cuba), M. Michel L'Hour (France), Mme Ouafa Ben Slimane (Tunisie), M. Seyed Hossein Sadat Meidani (République Islamique d'Iran), M. Vladas Zulkus (Lituanie), and M. Xavier Nieto Prieto (Espagne). Deux membres, M. Augustus Babajide Ajibola (Nigéria) and M. Constantin Chera (Roumanie) étaient absents.

Ont également assisté aux travaux des délégations d'États observateurs et des représentants des organisations non gouvernementales accréditées, notamment le Conseil Consultatif sur l'archéologie subaquatique (ACUA), l'Institut Australien d'Archéologie Maritime (AIMA), le Groupe de Recherche en Archéologie Navale (GRAN), la Société Allemande pour la Promotion de l'Archéologie Subaquatique (DEGUWA), le Comité mixte des politiques en matière d'archéologie nautique (JNAPC), le Maritime Archaeology Trust (MAT), le Maritime Archaeology Sea Trust (MAST), la Société d'archéologie nautique (NAS), la Société d'archéologie historique (SHA), le Centre pour les activités internationales relatives au patrimoine, Comité international de l'ICOMOS pour la protection du patrimoine culturel subaquatique (ICOMOS-ICUCH) et le réseau UNITWIN pour l'Archéologie Subaquatique.

Des services d'interprétation simultanée ont été fournis en français, en anglais et en espagnol (ce dernier grâce à une contribution extrabudgétaire de l'Espagne). Aucun règlement intérieur n'ayant été adopté pour le Conseil consultatif, c'est celui de la Conférence des États parties qui a été appliqué *mutatis mutandis*.

## **I. Ouverture, élection du bureau**

(Point 1 de l'ordre du jour, *document UCH/16/7.STAB/1*)

La séance a été ouverte à 10h, le 10 mai 2016, par M. Francesco Bandarin, Sous-directeur général pour la Culture ad interim. Il a souhaité la bienvenue aux participants et a mis en exergue la nécessité d'obtenir plus de ratification de la part des États Membres de l'UNESCO.

Les membres du STAB ont ensuite procédé à l'élection de son Bureau. Ont été élus Mme María Helena Barba Meinecke (Mexique) comme Présidente, M. Auron Tare (Albanie) comme Vice-Président and Mme Dolores Elkin (Argentine) comme Rapporteur par **Résolution 1/STAB 7**.

## **II. Adoption de l'ordre du jour**

(Point 2 de l'ordre du jour, *document UCH/16/7.STAB/2*)

La Présidente nouvellement élue, a ensuite pris la parole et proposé au STAB l'adoption de l'ordre du jour. Elle a proposé la tenue d'un débat sur la manière de sensibiliser la communauté de l'industrie de la pêche dans les « points additionnels ». De plus, M. Robert York, du Comité jointe des politiques en matière d'archéologie nautique (JNAPC), une ONG accréditée, a demandé l'ajout d'un nouveau point relatif au pillage des restes de la Bataille

de Jutland, ainsi qu'un débat sur les meilleures pratiques relatives à l'accès. Il a également saisi l'occasion pour mentionner que le Département du Royaume Uni pour la Culture, les Médias et le Sport (DCMS) a récemment annoncé que le Royaume Uni révisera sa position en ce qui concerne la Convention de 2001 et considèrera la ratification de celle-ci. Il demanda d'ailleurs, si aussi la question de l'inclusion des cargaisons dans la définition du patrimoine culturel subaquatique devrait être discutée. Les membres de la STAB ont salué les premières informations, mais jugé pas nécessaire de discuter expressément l'inclusion des cargaisons, vu que la définition du patrimoine culturel subaquatique fournie par la Convention de 2001 couvre si évidemment aussi des cargaisons de navires. Suite à ces interventions, l'ordre du jour a été adopté avec l'ajout des points VI.b. « points additionnels » par la **Résolution 2/STAB 7**.

### III. Compte rendu du Secrétariat

(Point 3 de l'ordre du jour, rapport oral, *pas de document*)

La présidente a ensuite demandé au Secrétariat de présenter un rapport des avancées depuis la 6<sup>ème</sup> Conférence des Etats parties. Le Secrétariat a rappelé la restructuration récente et a établi que la Section des Traités sur la Protection du Patrimoine Culturel ne comprend dorénavant que les Conventions de 1954 et de 2001. Il a offert un exposé sommaire des 2 missions du STAB requises par Madagascar et le Panama, qui a ensuite été suivi des présentations par M. Michel L'Hour de la mission du STAB à Madagascar et M. Xavier Nieto de la mission du STAB au Panama.

Le Secrétariat a présenté un rapport sur les activités de « renforcement des capacités » en Amérique Latine et dans la Région Caribéenne (Cartagena de Indias, Colombie) et en Afrique (Mombasa, Kenya). Il a mis en exergue que l'UNESCO Training Manual for the UNESCO Foundation Course on the Protection and Management of Underwater Cultural Heritage in Asia and the Pacific, publié en 2012 par l'Office de l'UNESCO à Bangkok, a été adapté pour l'Amérique Latine et la Région Caribéenne.

Le Secrétariat a conclu en reprenant la présentation du patrimoine culturel subaquatique faite à la COP 21 de Paris (France), en décembre 2015, où il a été reconnu comme élément capital pour comprendre les changements climatiques.

### IV. Compte rendu de la Mission à Madagascar

(Point 4 de l'ordre du jour, *document UCH/15/7.STAB/4*)

Le président a ensuite invité M. L'Hour, le chef de la mission d'urgence à Madagascar, à présenter un rapport de la mission et de ses résultats. M. L'Hour a pris la parole et a présenté un rapport détaillé sur la mission à Madagascar. Il a établi que l'objectif de la mission était de vérifier le statut des épaves historiques proches de l'île Sainte Marie et d'évaluer un projet d'excavation par une équipe de film, qui a annoncé la découverte d'un lingot d'argent prétendument trouvé sur le « *Adventure Galley* », une épave de bateau associée au pirate William Kidd.

Le rapport d'évaluation de la Mission du STAB à Madagascar est disponible sur le site internet de la Convention de 2001 de l'UNESCO.

M. L'Hour a aussi mentionné, en ce qui concerne le suivi, qu'il y a déjà eu une Conférence Nationale organisée qui a mené à l'adoption d'un Plan National et qui sera suivi d'une formation nationale à Salary, Madagascar, et un projet pédagogique communautaire pour Sainte Marie.

En référence à quelques rapports de menaces faites par des chasseurs de trésors aux experts de l'UNESCO, M. Seyed Hossein Sadat (Iran) s'est informé sur les implications juridiques de ces missions et a souligné le besoin de protection des membres des missions, ce à quoi le Secrétariat a répondu qu'il se pencherait attentivement sur la question.

## **V. Compte rendu de la Mission au Panama**

(Point 5 de l'ordre du jour, *document UCH/16/7.STAB/5*)

Le président a invité M. Nieto, le directeur de la mission d'urgence au Panama, à faire un compte rendu de la mission et ses résultats. M. Nieto a pris la parole et a présenté un rapport détaillé de la mission au Panama. Il a remarqué que les résultats étaient positifs dans l'ensemble pour les missions de l'UNESCO puisque les chasseurs de trésors ne peuvent désormais plus faire de déclarations non vérifiables. Il a ensuite souligné la nécessité et l'importance de continuer ces missions.

Après un appel contre la chasse au trésor sur les sites submergés, il a expliqué que le gouvernement Panamien avait requis du STAB qu'il évalue un projet présenté en 2003 et 2013 par les Investigaciones Marinas del Istmo, S.A. (IMDI), une entreprise privée. La mission a conclu que le projet de 2013 et que les actions d'IMDI, qui consiste en la récupération de pièces de monnaie précieuses, ne s'est pas conformée aux Règles de la Convention de 2001 de l'UNESCO. La mission a fait d'autres recommandations pour améliorer la protection du patrimoine culturel subaquatique sur le territoire Panamien, en accordance avec les obligations juridiques assumées par le Panama en tant qu'Etat Partie à la Convention.

Le rapport d'évaluation sur la mission du STAB au Panama est disponible sur le site internet de la Convention de 2001 de l'UNESCO.

L'ambassadeur du Panama a ensuite pris la parole pour mettre en exergue la nécessité du soutien des autorités nationales dans l'exécution du travail technique. Pour protéger le patrimoine subaquatique, il a recommandé l'adoption d'une approche ascendante, du niveau local au niveau national, afin d'assurer la mise en œuvre effective de la Convention.

## **VI. Pillage du Patrimoine Culturel Subaquatique par des plongeurs amateurs et activités connexes.**

(Point 6 sur l'ordre du jour, *Document UCH/16/7.STAB/6*)

Ce point de l'ordre du jour suit directement les discussions sur les rapports de mission.

Le vaste pillage d'anciennes épaves de navires par des membres de la communauté des plongeurs a été observé ces dernières années. Alors que le STAB a déjà adopté un Code d'Éthique pour la Plongée sur des Sites Archéologiques Submergés, les membres se sont demandés si une sensibilisation plus poussée était nécessaire.

Dans les discussions qui ont suivies entre les membres du STAB, M. Nieto a souligné la nécessité d'une coopération entre les archéologues et les plongeurs amateurs. Il a suggéré une approche collaborative entre les archéologues et les plongeurs, avec une vision claire du rôle que chaque partie détient.

Mme Elkin a ensuite partagé un témoignage encourageant relevant qu'après des années de sensibilisation auprès des plongeurs en Argentine, ces derniers ont pris l'initiative de partager leur connaissance de la protection du patrimoine culturel subaquatique, ce qui s'est révélée efficace dans la diffusion du message à leurs pairs. Le Secrétariat a reconnu le travail remarquable de l'Argentine, et a ajouté que les ONG et les universités proposent des cours pertinents, notamment pour les plongeurs amateurs.

La délégation du Royaume du Maroc a pris la parole pour mettre en avant les contestations aux niveaux individuel, associatif et organisationnel, qui à cause du manque de clarté pourraient mener à de larges pillages du patrimoine culturel subaquatique, suggérant un besoin de règles éthiques pour les organisations afin de mieux réguler ces zones.

M. l'Hour a reconnu la contribution apportée par les plongeurs amateurs ; En France, les plongeurs ont découvert des restes de nombreuses épaves de navires dans les 35 dernières années. Il a aussi souligné la distinction entre les archéologues et les plongeurs amateurs, tout en reconnaissant les contributions apportées par ces derniers. D'autres membres notamment M. Nieto, Mme Elkin, le Président et d'autres observateurs, ont exprimé des opinions similaires.

## **VI b. Points Additionnels**

Le Secrétariat a ensuite pris la parole pour un débat sur le centenaire de la Bataille de Jutland et l'importance de l'initiative pédagogique de l'UNESCO sur la Première Guerre Mondiale.

Le Comité mixte des politiques en matière d'archéologie nautique (JNAPC) a fait part de ses préoccupations en ce qui concerne le pillage de métaux précieux du Queen Mary, qui est protégé par la Convention de 2001. Ses représentants ont suggéré qu'une lettre pour les gouvernements du Danemark, France, Pays Bas et Royaume Uni soit écrite pour éviter le pillage des cimetières maritimes.

M. L'Hour a rappelé que les épaves, les restes et les artefacts d'intérêts historiques sont listés et protégés par la France. Cela inclut les épaves de navires de la Première et Seconde Guerre Mondiale. Il a aussi souligné l'importance de sensibiliser la communauté des pêcheurs au sujet du patrimoine culturel subaquatique.

Le Secrétariat a pris note de la suggestion.

Dans un point additionnel, le Président a informé les membres du STAB de la requête du Mexique de soumettre les trois pratiques exemplaires en séance plénière.

## **VII. Date et lieu de la prochaine Réunion du Conseil consultatif**

(Point 7 de l'ordre du jour provisoire, *document UCH/16/7.STAB/7*)

A la fin des débats, le STAB a adopté la **Résolution 7/ STAB 7** et a prié la Directrice générale de convoquer la huitième réunion du Conseil Consultatif Scientifique et Technique au printemps 2017, directement après la Conférence des Etats-Parties.